

« J'avais le sentiment de participer à la pose de la première pierre. Celle d'une Europe véritable, vraiment unie. » Cinquante ans plus tard, Maurice Faure n'a rien perdu de sa gouaille. Avec ce timbre rocailleux et cet accent du Sud-Ouest, il se rappelle de ce moment comme s'il datait d'hier : « Avoir vu l'Europe en train de naître, c'est un souvenir grandiose qui ne s'efface pas avec le temps. »

En ce 25 mars 1957, âgé seulement de trente-cinq ans, c'est en tout jeune secrétaire d'Etat du gouvernement Guy Mollet que ce radical-socialiste du Lot participe à la signature du traité de Rome. A la création de ce Marché commun qui donnera naissance à l'Union européenne. Seul signataire toujours en vie, Faure y représentait la France avec le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau. Aux côtés des Belges, des Allemands, des Luxembourgeois, des Néerlandais et des Italiens.

« La longue négociation était terminée et nous étions contents de l'œuvre accomplie, se souvient-il. Mais il y avait aussi ce cadre incroyable du Capitole, avec ce tableau antique des Horace et des Curiace qui nous rappelaient les textes de notre enfance. » Surtout, à l'heure des réconciliations, un puissant symbole de l'innocence des guerres fratricides. « Les douze signataires étaient alignés derrière une longue table blanche avec, dans le fond, ceux qui avaient participé aux négociations. Et, devant, il y avait peut-être cinq cents photographes et journalistes venus du monde entier. »

Mais il pleut ce jour-là sur Rome. Des cordes. Certes, les cloches de la ville sonnent à toute volée, et sur les murs des affiches montrent la ronde de six petites filles dont les jupes figurent les drapeaux de chacun des pays. Mais malgré les haut-parleurs disposés sur la place du Capitole, la foule ne se presse guère pour entendre les discours des six fondateurs. La signature des deux traités instituant la Communauté éco-

nomique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) intéresse peu.

Jeune diplomate à peine sorti de l'ENA, également présent à Rome, mais au quatrième rang, l'ancien ministre Jean-François Poncet garde de ce jour un sentiment plus mitigé : « On avait bien sûr l'impression d'avoir lancé une construction européenne précipitée dans une situation quasi désespérée, mais c'était l'une de ces journées où, mis à part la solennité de la manifestation, il ne se passait pas grand-chose. Souvent de grands actes historiques interviennent sans que ceux qui les vivent ne s'en rendent compte. Nous, on en avait pris la mesure puisqu'on avait négocié le traité, mais la presse n'en a pas parlé comme d'un acte historique. »

D'abord, parce que le climat ne s'y prêtait guère. « Tous les esprits étaient occupés par la guerre d'Algérie, et pas par l'Europe. Dans les journaux, il y avait peu de recommandations ou de critiques, ce qui d'une certaine façon a

« Le jour où la Commission n'a pas pu trancher pour savoir si une boîte de petits pois était un produit industriel ou un produit agricole... Spaak a piqué une de ces colères ! » (Maurice Faure)

facilité les choses », se rappelle Maurice Faure. Les conséquences de la débacle de Suez, ou de l'intervention soviétique à Budapest, paraissent plus urgentes à traiter. A tel point que le ministre français des Affaires étrangères, Christian Pineau, n'a même pas pris part aux négociations du traité de Rome, laissant cette tâche à Maurice Faure.

Ensuite, l'Europe restait sur un échec cuisant, celui de la communauté européenne de Défense rejetée par le Parlement français le 30 août 1954. Mais Jean Monnet, alors haut-commissaire européen, met aussitôt au point un plan de relance autour d'une future coopération dans le domaine du nucléaire. Au même moment circule l'idée de la création d'un futur marché commun. « Il était en-



Maurice Faure, le 7 mars dernier, à l'inauguration d'une exposition sur l'Europe au Conseil général.

tendu que l'on s'écarterait du militaire et du politique; on en reviendrait à l'inspiration initiale consistant à commencer l'intégration par l'économie », analyse l'historien Georges-Henri Soutou.

A la tête d'un groupe de travail, le ministre belge des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak remet en avril 1956 un rapport aux gouvernements, dans lequel il préconise ainsi sans détour : si l'Europe veut continuer d'exister dans un monde qui change, face aux géants économiques que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique, les pays qui la composent doivent unir leurs efforts. « Contrairement à une idée reçue, leur motivation n'était pas seulement de faire la paix », souligne ainsi dans son livre Sylvie Goulard, chercheur à Sciences Po**.

Spaak préside alors à partir de juin les négociations de Bruxelles. Tout en rondouin, ce bon vivant doté d'un sacré caractère se révèle l'homme de la situation. « C'était un grand Européen, francophile de surcroît. Il avait présidé notre petit groupe avec beaucoup d'autorité. Il possédait un talent d'orateur ahurissant, trouvant tout de suite les mots justes, et se montrant capable, s'il le fallait, de s'emporter. Comme ce jour où la Commission n'a pas pu trancher pour savoir si une boîte de petits pois était un produit industriel ou un produit agricole... Il a piqué une de ces colères ! », s'amuse Maurice Faure. Les débats ont lieu

dans l'ancien couvent de Val Duchesse. Une ambiance monacale quasi indispensable. Les Français, parmi lesquels figure alors Jean-François Deniau (décédé en début d'année), sont favorables à une coopération nucléaire, mais très réservés sur la création d'une zone de libre-échange. Les Belges, eux, martèlent que Bruxelles devra abriter le siège de la future Communauté économique européenne. Et les Allemands refusent d'intégrer les territoires français d'outre-mer dans le traité. « Ils ne voulaient pas se faire les complices d'un colonialisme en train de disparaître, se souvient Jean-François Poncet. On a donc demandé à Félix Houphouët-Boigny (l'Ivoirien était alors ministre délégué du gouvernement Guy Mollet) de venir leur parler à Val Duchesse. Mais son sorcier lui avait rigoureusement déconseillé de prendre l'avion : " Cela vous sera fatal ! " Du coup, au cours du trajet Paris-Bruxelles en DC3, il était totalement décomposé. »

Face à une Allemagne motivée par la seule réconciliation, et aux autres Européens craignant un rejet français comme pour la CED, Paris voit ses exigences satisfaites une à une. A l'issue des travaux, un wagon belge quitte donc Bruxelles pour Rome, emmenant les précieux textes des traités. Mais à Bâle, il est soudain détaché du train par les Suisses. Puis raccroché à un convoi de marchandises. Il est stoppé ensuite à la fron-

tière italienne par des douaniers qui dénoncent une « importation illégale de marchandises ». Il repart alors, avant d'être arrêté à nouveau en gare de Milan. Là, l'acte fondateur de l'Europe part sur une voie de garage. « J'ai eu une de ces frousSES », se souvient le Belge Albert Breuer, alors chargé du protocole, qui suivait le wagon depuis Bruxelles. Après maintes explications, il parvient finalement à le rediriger vers Rome***.

La signature a finalement lieu le 25 mars 1957, à six heures. Mais ironie, le traité n'est pas complètement rédigé. Le matin même, les délégués négocient encore. Ils parapent alors nombre de pages vides, et lors de la réception qui va suivre au palais de Venise, une petite salle sera spécialement aménagée pour qu'ils puissent tout à tour venir signer les derniers articles. Pour l'heure dans la grande salle du Capitole, le jeune Maurice Faure siège à la gauche du chancelier Konrad Adenauer, 71 ans. L'Allemand griffonne alors un petit mot qu'il lui glisse discrètement : « Pour l'intérêt de l'Europe, il faut que vous soyez au gouvernement. » « C'était très gentil de sa part, et ce petit papier je l'ai toujours gardé. »

Dans les discours officiels,

A la frontière italienne, le wagon emportant l'acte fondateur de l'Europe est arrêté par des douaniers... « Importation illégale de marchandises ». A la gare de Milan, il part sur une voie de garage

tous rendent hommage à Spaak. Mais Adenauer évoque aussi ces « dix-sept millions d'Allemands qui sont séparés de nous par contrainte et qui appartiennent eux aussi à notre Europe ». Le Français Christian Pineau ajoute : « Il faut que nous proclamions notre désir d'associer d'autres pays à l'édification européenne. » Quant à l'Italien Gaetano Martino, il rappelle que les négociateurs ont dû affronter « l'incrédulité des peureux et des paresseux ».

Maurice Faure ne le sait que trop, qui vit l'un de ses diplomates

lui lancer un jour : « Monsieur le Ministre, vous êtes en train de trahir la France ! » Dès le lendemain, la presse se montre d'ailleurs dubitative. « Bien mauvaise ambiance pour le démarrage de l'Europe ! », souligne *Le Monde* du 26 mars 1957, qui remarque que la logique protectionniste de l'économie française est « tout à fait contraire à celle des préparatifs européens ». Les traités sont pourtant ratifiés par le Parlement le 9 juillet 1957.

Le Marché commun entre en vigueur le 1^{er} janvier 1958, instaurant la libre circulation des marchandises et des personnes. Mais, cette même année, de Gaulle arrive au pouvoir, douchant les espoirs de Maurice Faure. Lui rêvait d'une Europe supranationale, le général veut une Europe des Etats. « Le traité de Rome prévoyait que la règle de l'unanimité serait remise en cause, or, apprenant cela, de Gaulle a interdit à son ministre d'aller siéger à Bruxelles. Il voulait le maintien de l'unanimité, ce qui était une violation du traité. Pour le reste, il l'a bien appliqué. Mais pas sur ce point, qui était le plus original. »

Président du comité d'honneur, à 85 ans Maurice Faure devrait assister dimanche prochain à Berlin aux cérémonies du 50^e anniversaire du traité,

en compagnie de Jean-François Poncet. Face à Jacques Chirac et Angela Merkel, l'Europe tente de se relancer après l'échec du référendum en France et aux Pays-Bas, les célébrations ne peuvent que revêtir un caractère particulier. Tant le parallèle avec 1957 semble évident. « C'est la même chose, assène Jean-François Poncet. On essaie aujourd'hui de sortir d'une impasse où s'est mise la France en s'opposant à un projet qui portait sa marque. »

Gilles Delafon.

* www.traitederome.fr

** *Le coq et la perle. Cinquante ans d'Europe.* Sylvie Goulard, Seuil, 2007.

*** www.ena.lu